

www.ici-grenoble.org

# Les infos locales

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs

Avril 2016



*Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs depuis un mois ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'événements marquants glanés dans la presse locale ou nationale en mars 2016.*

*(Les sources sont entre parenthèses)*

*[Les éventuels commentaires sont encadrés]*

## Vers un mai 2016 ?

Les mobilisations contre le projet de loi Travail sont particulièrement intenses à Grenoble. Elles rappellent celles contre le CPE/CNE en 2006. En voici un petit tour d'horizon, non exhaustif :

- Le 9 mars, la manifestation intersyndicale a rassemblé entre 5 000 et 8 000 manifestant-e-s.
- Le 17 mars, entre 1 500 et 2 000 personnes ont défilé dans les rues.
- Le 21 mars, l'Assemblée Générale des étudiant-e-s, salarié-e-s et usager-e-s du campus ont lancé l'occupation permanente d'un amphi, au Centre de Langues Vivantes de l'UPMF.
- Le 24 mars, entre 500 et 700 personnes ont manifesté devant les locaux du Parti socialiste Isère. Des œufs ont été lancés par dizaines sur la façade abondamment taguée de slogans comme "PS = Filiale du MEDEF". Les manifestant-e-s se sont ensuite dirigé-e-s vers le siège du Parti Les Républicains, également "redécoré" d'œufs et de slogans. Le cortège a finalement été dispersé par les CRS.
- Le même jour, entre 70 et 100 manifestant-e-s ont essayé d'empêcher la tenue d'une [rencontre entre Laurent Berger, leader de la CFDT, et Michel Destot, député PS](#), à la maison de l'Arménie. Les gendarmes et la BAC sont violemment intervenus.
- Le 31 mars, la manifestation a rassemblé entre 12 000 et 15 000 personnes. C'était l'une des plus grandes manifestations à Grenoble depuis dix ans.

La manifestation devait se prolonger par l'occupation de l'anneau de vitesse du Parc Mistral, à l'appel du collectif [Nuit Debout](#). Inspirée de l'expérience des Indigné-e-s en Espagne, l'initiative nationale Nuit Debout proposait une après-midi et une nuit d'échanges inter-luttes, avec la projection du film "Merci Patron !". Le rassemblement a finalement été interdit par la Préfecture et violemment dispersé par les CRS. Fait marquant, la mairie de Grenoble n'a proposé aucune alternative pour rendre possible la tenue de Nuit Debout.

S'en est suivie une journée entière d'affrontements entre les forces de police et des centaines de manifestant-e-s dans les rues de Grenoble, jusque devant l'Hôtel de police. Au total, quatre manifestant-e-s ont été blessé-e-s (dont un bras cassé), douze ont été interpellées, huit ont écopé-e-s de peines assez lourdes ((Plus de cent heures de travaux d'intérêt général, six mois de prison avec sursis et des amendes de 600 à 1200 euros). Pendant et après la manifestation, de nombreux panneaux publicitaires, des vitrines de banques et des distributeurs de billets ont été brisés.

La journée du 31 mars et la férocité des répressions policières ont créé un vif émoi parmi les manifestant-e-s. En témoignent ces communiqués de [Solidaires](#), du [NPA](#), du [Comité de mobilisation étudiant](#) ou encore de la [CNT](#) Isère.

[On le voit, ce mois de mars a été particulièrement intense en contestations. Comme à chaque mouvement social d'ampleur, de nombreuses personnes se rencontrent, échangent, s'informent, créent des liens de luttes. Signe de cette vitalité politique, le site Indymedia Grenoble, plutôt calme ces dernières années, fourmille de débats : Que penser des destructions de vitrines et de panneaux publicitaires lors des manifestations ? L'initiative Nuit Debout est-elle pertinente ? Comment créer davantage de convergence de luttes ? Les échanges d'argumentation sont vifs, de nombreux points de vue s'expriment.]

Prochains rendez-vous contre le projet de loi Travail : un rassemblement mardi 5 avril à 12h30 place Robert Schumann et une manifestation samedi 9 avril à 14h place Victor Hugo.

*(Dauphiné Libéré, 10/03/16, 18/03/16 et 25/03/16)*

\* \* \*

## **Des pesticides et du cynisme au Gamm Vert de Varcès**

Samedi 19 mars, à l'appel des [Cafés paysans](#) de Grenoble, 27 jardiniers, paysans et habitant-e-s de l'agglomération grenobloise se sont donnés rendez-vous au Gamm Vert de Varcès. Au rayon pesticides, ils ont saisi la quasi-totalité des bidons. Puis ils ont enfilé des Tshirts "Pesticides non merci" et ont manifesté devant les caisses, en distribuant aux client-e-s des brochures sur les nombreuses alternatives possibles aux pesticides.

Sous l'oeil des gendarmes rapidement alertés, une vive discussion s'est engagée entre le directeur du magasin et les manifestant-e-s. Lors ces échanges, le directeur s'est montré particulièrement cynique. Il a reconnu les dangers sanitaires des pesticides, mais affirmé sa volonté de continuer à les vendre pour améliorer son chiffre d'affaires. Selon lui, la jardinerie n'aurait jamais vendu autant de Roundup, de nombreuses personnes faisant des stocks avant l'interdiction prochaine de ce produit.

[Rappelons que si la loi Labbé de 2014 est appliquée, les pesticides seront interdits de vente dans les jardineries en 2019. Les pesticides représentent un [scandale sanitaire et environnemental](#) dont on commence à peine à mesurer l'ampleur.]

Une petite vidéo de l'action est visible [ici](#).

*(Ici Grenoble, 19/03/16)*

## **Pollution des eaux à Vif et au Gua**

Mi-mars, une épidémie de gastro-entérites s'est déclenchée à Vif et au Gua. Pour donner un ordre de grandeur du phénomène, 200 des 600 élèves du collège de Vif ont été pris de diarrhées et de vomissements. De nombreux habitants ont rapidement suspecté l'eau du robinet. Impossible, a d'abord affirmé le directeur de la Régie des Eaux de Grenoble : « *Nous n'avons constaté aucune coloration de l'eau et nous rappelons qu'elle est désinfectée par un système d'ultra-violets très performant.* »

La Régie a finalement détecté une pollution bactériologique d'une ampleur rarissime. Pour traiter le problème, elle a injecté de fortes quantités de chlore dans le réseau d'eau. En attendant la fin de la pollution, des milliers de litres d'eau en bouteilles ont été distribués à la population. Le retour à la normale semble revenir progressivement. À Vif et au Gua, la confiance dans l'eau du robinet est cependant loin d'être rétablie.

*(Dauphiné Libéré, 20/03/2016, 21/03/16 et 24/03/16)*

\* \* \*

## **31 heures dans les bouchons**

Selon une récente étude de l'entreprise [INRIX](#), les automobilistes de l'agglomération grenobloise passeraient environ 31 heures par an dans les bouchons. Grenoble serait la septième ville la plus embouteillée de France. Le record serait atteint à Paris, avec une moyenne de 45 heures de bouchons par automobiliste et par an.

*(Dauphiné Libéré, 17/03/16)*

\* \* \*

## **Un nouveau box à vélo**

Se réveiller le matin et découvrir que son vélo, pourtant bien attaché à un U, a été volé ou détérioré pendant la nuit... C'est la hantise de nombreux cyclistes. Pour y remédier, la Métropole expérimente un nouveau type de box à vélo au 9 rue de New York. Il s'agit d'une boîte grillagée en métal installée à la place d'un stationnement automobile. Elle permet de ranger six vélos. Pour l'instant, six résidents ont les clés de cette box et expérimentent son usage.

Le coût de cette installation est d'environ 5000€. Si ce système est validé, il sera reproduit dans d'autres quartiers de Grenoble. Le tarif pour l'utilisation de la box n'est pas encore défini, mais il devrait être modéré.

*(Dauphiné Libéré, 15/03/16)*

\* \* \*

## **Compteurs Linky : La fronde s'amplifie**

Près de 150 personnes manifestaient samedi 2 avril devant la mairie de Pont-de-Claix contre l'installation des nouveaux compteurs électriques Linky. Quelques semaines auparavant, les conseils municipaux de Saint-Nizier-du-Moucherotte et de Luzinay votaient des délibérations contre le déploiement des Linky dans leur commune, comme une quarantaine d'autres villes en France. À Saint-Martin-d'Hères, des propriétaires de pavillons s'organisent pour empêcher les techniciens d'ERDF d'installer le nouveau compteur chez eux.

Rappelons que les compteurs Linky sont dits "intelligents" : ils communiquent à distance par les câbles électriques, sans onde radio. Ils permettraient à EDF de détecter plus facilement les fraudes, d'effectuer les relevés de consommation ou de couper le courant d'un foyer à distance. Conséquence de cette robotisation, plusieurs milliers de salariés des filiales d'EDF seront licenciés dans les années à venir.

L'installation et la fourniture des compteurs Linky est présentée comme gratuite pour l'utilisateur. En réalité, son coût devrait être progressivement intégré dans les abonnements et les factures d'électricité. 570 000 compteurs de ce type sont prévus dans le département, 3 millions en France d'ici fin 2016. Le coût de cette "modernisation" est estimé à 5 milliards d'euros. La loi rend pour l'instant obligatoire le déploiement de ces compteurs d'ici 2021. Les multiples frondes en cours pourraient changer la donne.

Une nouvelle manifestation est prévue le 30 avril devant le siège de la Métro.

*(Dauphiné Libéré, 13/03/16, 16/03/16 ; France 3, 02/04/16)*

\* \* \*

## Soigner les animaux sauvages blessés

Connaissez-vous [Le Tichodrome](#) ? Ce centre de sauvegarde de la faune sauvage en Isère accueille et soigne les animaux sauvages blessés, au Gua près de Vif. Le centre vient de publier son rapport annuel. 1416 animaux ont été recueillis en 2015, dont 80 % d'oiseaux. Plus de 35 % des animaux soignés ont pu être remis en liberté.

Le Tichodrome regroupe 418 adhérent-e-s, dont de nombreux bénévoles. Plus de 114 espèces animales sont accueillies dans ce lieu insolite. Il est fermé au public, ceci pour le bien-être et le calme des animaux sauvages en convalescence.

[Pour info, si vous avez trouvé un animal sauvage blessé, voici [la marche à suivre](#).]

*(Dauphiné Libéré, 22/03/16)*

\* \* \*

## La face cachée de la viande

Ces derniers jours, les révélations par [l'association L214](#) d'actes de cruauté dans plusieurs abattoirs français ont fait la une des médias. Quelques semaines plus tôt, une quinzaine de militant-e-s de [l'association 269 Life](#) s'enchaînaient devant les abattoirs du Fontanil-Cornillon. Leur but ? Dénoncer les souffrances infligées aux animaux, le désastre écologique que représente la consommation de viande, et la subvention d'un million d'euros récemment versée par le Conseil Général à ces abattoirs.

*(Dauphiné Libéré, 19/03/16)*

\* \* \*

## Le 38 tranquille jusqu'en 2017 ?

[Le 38](#), également appelé "Lieu commun" ou "Centre social Tchoukar", est un squat d'activités dans le quartier Saint-Bruno. Il propose des ateliers d'arts plastiques, des cours de musique, des projections cinéma, des ateliers de clown activisme, une zone de gratuité, des cours d'espagnol, des ateliers-vélo, une salle de réunion, une salle informatique, une laverie, etc.

Comme tout bâtiment squatté, des menaces d'expulsion planaient sur le 38. Lors d'une réunion publique, le maire Eric Piolle a cependant assuré qu'il n'y aurait pas d'expulsions du squat avant le début du chantier de Grenoble Habitat, courant 2017.

*(Dauphiné Libéré, 18/03/16)*

## Magouilles immobilières autour de la CCI ?

Le 10 mai prochain, un élu de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble est convoqué au Tribunal correctionnel. Hugues De Villard est suspecté de prise illégale d'intérêts dans une sulfureuse affaire immobilière.

Tout commence au printemps 2014, lorsque l'Inspection Générale des Finances alerte le Parquet de Grenoble suite à un contrôle à la CCI. En 2013, la Chambre aurait acheté un immeuble pour plus de dix millions d'euros. La société de conseil en immobilier d'entreprise chargée de la transaction est alors dirigée par... Hugues De Villard. Sa société aurait ainsi empoché une commission de 149 500 €. Face aux accusations, Hugues De Villard plaide pour l'instant « *la négligence* ».

[Affaire à suivre...]

*(Dauphiné Libéré, 08/03/16)*

\* \* \*

## Faucheurs de chaise contre faucheurs d'impôts

Quelques semaines avant la COP21, plusieurs associations dont Attac avaient lancé une opération de "fauchage de chaises" dans les grandes banques françaises. Le but ? Dénoncer de manière symbolique l'évasion fiscale massive orchestrée par les banques, 60 à 80 milliards d'euros rien qu'en France. Autant d'argent qui, par exemple, pourrait être investi dans la transition énergétique.

Une action de ce type avait été menée le 13 novembre au siège de la BNP Paribas Grenoble, place Victor Hugo. La banque avait porté plainte pour "vol en réunion". Le 14 mars, un militant d'Attac était convoqué par la police à ce sujet. Pour marquer le coup, Attac Isère et l'association Alternatives Non-Violence ont organisé un sitting devant la BNP Paribas. Une trentaine de militant-e-s ont rappelé qu'à elle seule, BNP Paribas disposerait de 70 filiales dans les Paradis Fiscaux et Judiciaires...

[Au moment où nous rédigeons cette revue de presse éclate l'affaire Panamaleaks. Après la stupéfiante affaire Swissleaks, voici de nouvelles révélations sur le scandale de l'évasion fiscale et la réalité de nos systèmes économiques.]

*(Dauphiné Libéré, 15/03/16)*

\* \* \*

## La plus haute manifestation en France

Dimanche 13 mars, sous un soleil magnifique, 500 à 600 personnes ont formé [un cœur géant](#) au vallon des Vans de Chamrousse, à près de 2500 mètres d'altitude. Des professionnel-le-s de la montagne, des habitant-e-s de Chamrousse, des associations écologistes, des sportifs... Toutes et tous manifestaient contre le projet de la mairie d'étendre la station de ski aux Vans, zone classée Natura 2000 (voir [Infos locales de mars](#)).

Manifestement exaspéré par cette mobilisation, le maire de Chamrousse Philippe Cordon affirme qu'aucune décision ne sera prise avant 2018.

[Pour en savoir plus sur cette lutte, contactez l'association [Mountain Wilderness](#).]

*(France Bleu Isère, 13/03/16 ; Dauphiné Libéré, 14/03/16)*

## Le commerce vu du ciel

Attention, voici quelques chiffres qui font tourner la tête. À votre avis, quel est le chiffre d'affaires des commerces du centre-ville de Grenoble, de la zone commerciale de Comboire et de Grand-Place, ou encore du Carrefour de Meylan ?

Les 2 800 commerces du centre-ville dépasseraient les 500 millions d'euros de recettes par an. La zone de Comboire atteindrait les 300 millions d'euros, autant que la galerie Grand-Place. Enfin, à lui seul, l'hypermarché Carrefour de Meylan dépasserait les 150 millions d'euros, se classant ainsi dans le top 100 des grandes surfaces de France. Au total, le chiffre d'affaires des commerces de l'agglomération grenobloise avoisinerait les 3,4 milliards d'euros.

*(Dauphiné Libéré, 30/03/16 et 18/12/15)*

\* \* \*

## Fin de la trêve d'hiver, mais pas du mal-logement

3,4 milliards d'euros, et des milliers de SDF ? Une soixantaine de militant-e-s du collectif des mal-logé-e-s et des sans logement ont manifesté devant le conseil municipal de Grenoble le 21 mars. À quelques jours de la fin de la trêve d'hiver, le collectif demande un moratoire sur toutes les expulsions, la mise à disposition des logements et des terrains inoccupés, la création et la pérennisation de places d'hébergement, la baisse du loyer du parc social. Ces mesures de bon sens permettraient de répondre rapidement à la détresse que vivent de nombreuses personnes, en 2016 à Grenoble.

Quelques jours plus tard, l'association [Un toit pour tous](#) dressait un bilan des problèmes de logement en Isère. Il manquerait dix mille logements sociaux dans le département. L'Isère compterait 2 500 personnes SDF, dont 2 000 dans l'agglomération grenobloise. 500 à 600 seraient des enfants. La Préfecture ne disposerait que de 811 places d'hébergement d'urgence.

*(Dauphiné Libéré, 22/03/16, 30/03/16)*

\* \* \*

## À bientôt pour les prochaines infos locales !

Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).

\* \* \*

**Ici Grenoble, c'est aussi un [agenda](#), avec plus de 120 événements au cours du mois d'avril.**